A PROPOS DE L'EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION INTERIEURE AU RUANDA.

- 1) Ca jaudi 22 novembre 1990, Monsieur le Préfet de la ville de Kigali,
 la Lieutenant Colonel Tharcinse RENZAEO a organiné au Stade National
 "AMAHORO" à Remera une réunion de sensibilisation "urgente" où le principal
 objet à l'ordre du jour était d'avertir la population qu'il y aurait des
 groupuscules tutsis qui s'apprêteraient à massacrer les hutus !
 Beaucoup de gens à cette réunion se sont demandés impédiatement si cela
 n'était qu'un moyen habile et détourné mais classique et mal camouflé d'en
 appeler à la hargne des extrêmistes hutus, de les inviter à "prendre les
 machettes" et de massacrer les tutsis sous le pretexte d'une supposée légitime
 défense. Ou tout simplement de semer le trouble et l'insécurité dans la
 population. Les esprits en sont partis déboussolés, ne sachant si cela était
 de la responsabilité propre et de l'initiative du Préfet RENZAHO, s'il n'y svait
 pas derrière tout cela de la manipulation des masses par les extrêmistes et
 pourquoi enquêre n'avait pas été faite suparavant pour établir la véracité
 des rumeurs propagées !
- 2) Au même moment des informations permistantes font état de massacres des élèves tutais aux Groupes Scoleires de Rambura, et à Kibisabo (GISFNYI).

 L'horreur de la situation est renforcée d'indignation lorsqu'où sait que Rambura est le cher village matal du Président de la République.

 et que la Sour-Préfocture de Nacionale tristement connu également pour ses massacres de tutais le mois passé est dans le voisinage immédiat de ce village natal et résidence privée du Président de la République; pure et simple coincidence ?
 - 3). De plus, l'incitation à la haine éthuique est devenu commé la raison d'être de certains journaux comme "KANGURA" ("REVEELLE"), "UMURANÇA" et "L'IMBO". Comment devons-nous interprêter le fait que ces journaux ne soient pas traduits en justice par le Ministère Public, ni-même blané par les autorités compétentes. La récente résurgence de "KANGURA" du faneux MCEZE Essan est interprêtée par beaucoup comme une récompense pour être passé Haître dans l'incitation à la heine. MCEZE n'était selon plusieurs que l'homme de plume de certains des plus hauts officiers de l'Armée et donc des plus proches collaborateurs du Chef de l'Etat.
 - 4) Quant à la Radio Nationale, le moins qu'on puisse dire c'est que, dans sa campagne légitimement intempestive contre "les engemis de la mation", elle insiste un peu trop sur l'existence présumée de complices ou de sympathisants des rebelles et ne fait pas grand-chous pour éviter le climat de suspicion généralisée. Et surtout elle prend bien soin d'omettre d'expliquer très clairement à la population que parmi les rebelles il y a beaucoup de hutus et qu'ils sont des plus virulents et intransigeants notament BIZIMUNGU, SHTIRAMBERE, MAJYAMBERE et le Colonel KANYARENGWE. Cela pour faire croire que ce sont les tutais qui attéquent le pays.

 Le résultat est qu'il règne maintenant un climat très maisain d'insécurité et de tension à Kigali et surtout à l'intérieur du Pays, climat savamment entretenn par la radio (par omission), les autorités et les journaux (par action et par omission).

etina ne nemeto. Prima ne nemeto

WANTE AND THE

, Parist

a a grade at the last

248 05 6 7 . TI

- 5) Du fait très grave est que dans ce contexte de climat de plus en plus insécure, le Gouvernement a verrouillé les frontières, les passeports sont delibérement confisqués dans raison objective et des milliers de gens sont pris "en ôtages" en attendant un déferlement de violence qui peut éclater du jour au leudomain. Si l'on ne peut ou ne veut pas essurer la sécurité. de milliers de gens innocents, pourquoi en plus les séquestres contre leur gré en violation totale des droits de l'houme et de les empêcher d'aller provisoirement chercher leur sécurité ailleurs ? A-t-on réellement droit de prendre des millions de genu comme Stages ?
- 6) En conclusion et considérant le caractère on ne peut plus alarment de cette situation, nous prions la Communauté Internationale d'insister au près du Couvernement Rwandais et du Chef de l'Etat pour que des actions urgentes soient menées dans les 6 directions suivantes :
 - 1) Emissions à la radio expliquent clairement à la population et deux les deux langues officielles la VRAIE REALITE : que ce ne sont pas des tutsis qui sont contre le Gouvernement, que le Front Patriotique Rwandais "INKOTANYI" comprend beaucoup de hutus influents et connus et des tutsis réfugiés ou non. Que le FPR n'est pas à confondre avec les tutsis un avec les hutus de telle région. Que c'est un front illégal auquel ont adbéré et peuvent adhérer illégalement et à leurs risques et périls tous les opposents au régime. Que tous les tutsis ne sympathisent pas obligatoirement avec le FPR comme de noobreux hutus sympathicent avec lui ! obliger les Préfets, les Bourgmestres et les directeurs d'écoles secondaires à présenter la vraie réslicé.
 - 2) Démentir à la radio les fausses informations, analyses et allégations sortant dans la presse surtout privée (manipulée) syant comme objectif l'incitation à la baine et à la violence.
 - ·3) Procéder à des enquêtes correctes 1à où 11 y a eu des massacres (Mgororero, Rambura, Kibisabo notament), d'en rendre public les résultats et de permettre à la Communauté internationale de s'assurer que tous les coupables sont punis salon la loi.
 - 4) Permettre à la Communauté Internationale de visitez la prison de Butare où plusieurs femmes et bommes d'affaires et intellectuels de cette ville sont morts ou entrain de mourir de dysentérie bacillaire alors qu'ils sont encore présumés innocents.
 - 5) Rétablir la liberté de tous les innocents qui veulent quitter provisoirement le pays de le faire vu que 1'on pe peut pas assurer la sécurité des gens. hard being
- N.B.: Le dimanche 25 novembre 1990, nous avons été shuris et interloqués en écoutant à la radio, de 9400 à 10400, le Ministre de l'intérieur expliquer, certainement pour rassurer les extrénistes, que la mention ethnique sera bel et bien maintenue sur tous les documents et attestations communales d'usage exigés pour avoir accès à l'éducation, à l'emploi at à la justice notament.

Avait-on réellement besoin de cette musicarade ?